

GABRIEL ATTAL, PREMIER MINISTRE A LA TETE D'UN ETAT EN FAILLITE



Raphaël Legendre

Que pèsera le redressement des finances publiques dans la politique du pays ? Rien ou presque, à en croire la place que lui a réservée Gabriel Attal **dans son discours au Parlement**.

« Le préalable au réarmement de la France, c'est la responsabilité budgétaire », a proclamé le nouveau Premier ministre. On peine pourtant à trouver trace d'une quelconque mention de l'état catastrophique dans lequel se trouvent nos comptes.

Parmi les 12 596 mots prononcés – **le discours de politique générale le plus long de la V^e République** – celui de « dette » n'apparaît qu'une fois dans la bouche du nouveau Premier ministre, celui de « déficit » trois fois (et une fois seulement devant le Sénat).

Avec un déficit de 51 milliards et une dette de 1 208 milliards, François Fillon estimait être « à la tête d'un Etat en état de faillite ». Aujourd'hui, le déficit de l'Etat atteint 173 milliards d'euros et la dette dépasse les 3 100 milliards d'euros, mais l'effondrement financier de la nation est passé sous silence, « invisibilisé ».

Tous les signes sont pourtant dans le rouge. « Nous tiendrons le même cap : repasser sous les 3 % de déficit public d'ici à 2027 », promet l'ancien ministre du Budget. « La France va avoir des difficultés à baisser son déficit comme prévu sous la barre de 3 % d'ici à 2027 », alerte au même moment le chef économiste du FMI. Emmanuel Macron mise sur la croissance pour rétablir les comptes ? Le jour du discours de politique générale, l'Insee a chiffré la croissance à 0 % au quatrième trimestre 2023.

Longtemps, la France a profité de la gestion au cordeau des finances publiques allemandes **pour jouer les passagers clandestins au sein de la zone euro**. L'effondrement du modèle économique allemand change tout. Y rajouter celui des finances publiques françaises pourrait devenir une menace sérieuse non seulement pour la France, mais pour l'Europe tout entière. Bonne lecture !

Raphaël Legendre, rédacteur en chef adjoint de l'Opinion 01.02.2024